

ZEROMACHO
DES HOMMES POUR L'ÉGALITÉ

**L'ÉGALITÉ
FEMMES-HOMMES**

VOUS ÊTES CONTRE ?

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

VOUS ÊTES CONTRE ?

**Zéromacho réfute
des objections courantes**

Zéromacho — réseau international d'hommes
engagés contre la prostitution et pour l'égalité

***Dans un monde d'égalité,
il n'y aura pas de prostitution.***

LISTE DES SUJETS

1. Maintenant, on l'a, l'égalité ! Il y a toutes les lois pour ça.

2. Egalité, oui, mais on est différents.

3. Egalité, oui... mais pas à l'excès.

4. Les femmes ne sont pas aussi fortes physiquement que les hommes.

5. Les femmes sont par nature (grossesse et allaitement) plus enclines à élever les enfants, à leur apporter de la tendresse, à s'en occuper.

6. Les hommes ne sont pas responsables des inégalités de salaires. Ce sont les femmes qui choisissent des professions moins payées.

7. L'égalité dans le couple relève du domaine privé.

8. Comme le montre le succès auprès des femmes du roman et du film Cinquante Nuances de Grey, toutes les femmes ne recherchent pas l'égalité. Il y en a même beaucoup qui aiment être dominées.

9. Les femmes ne veulent pas que l'égalité leur fasse perdre les privilèges de la galanterie.

10. Quand on les siffle dans la rue, certaines jeunes femmes n'aiment pas ça. Pourtant, quand ça ne leur arrivera plus, vous verrez qu'elles le regretteront !

11. Les femmes ont moins de désir sexuel que les hommes.

12. Avant, les femmes étaient inférieures ; maintenant, elles veulent être supérieures.

13. Hommes et femmes ne sont pas égaux, mais complémentaires.

14. À propos de violence conjugale, certaines femmes sont violentes avec leur mari. Donc, l'égalité existe.

15. Aujourd'hui, pour les tâches ménagères, chez les jeunes, les hommes en font davantage que les femmes.

16. En cas de divorce ou de séparation, les hommes ont moins de droits : les enfants sont systématiquement confiés à la mère et les hommes doivent verser des pensions exorbitantes.

17. Défendre les intérêts particuliers des femmes, c'est faire du communautarisme.

18. Avec votre féminisme, vous êtes vraiment un taliban !

19. Ne me libère pas, je m'en charge !

20. L'égalité, les hommes ont à y perdre.

21. Il y a plus grave.

1. Maintenant, on l'a, l'égalité ! Il y a toutes les lois pour ça.

Oui, en France, après des décennies de revendications féministes, des lois instituant l'égalité en droit des femmes et des hommes dans tous les domaines ont enfin été votées. Par exemple, le droit de vote a été refusé aux femmes jusqu'en 1944, alors que les hommes l'exerçaient depuis 1848.

Des lois existent donc. Reste un détail : les faire appliquer. Si, entre 1972 et 2014, ont été votées sept lois sur l'égalité professionnelle, cela prouve bien que leur application laissait à désirer. Il en sera de même tant que les sanctions prévues en cas d'infraction seront aussi peu dissuasives.

Pour que l'égalité devienne une réalité, il faut une volonté politique, une stratégie d'action, des moyens pour la mise en œuvre des textes, le désir de faire changer les mentalités par l'éducation et le débat public. Faute de quoi, l'égalité restera formelle.

Au 21^e siècle, dans les pays riches, l'égalité théorique est atteinte. Voici la contribution de Zéromacho pour la faire passer dans les faits, montrer comment les mentalités peuvent évoluer, dépasser ce que la penseuse Christine Delphy appelle « *l'illusion de l'égalité-déjà-là* ».

Les sujets traités ici sont des questions posées ou des objections opposées à Zéromacho. Les réponses résultent d'un travail collectif.

Nous disposons des mêmes connaissances que le grand public auquel nous nous adressons. Des données chiffrées se trouvent dans des livres de chercheurs ou sur des sites spécialisés.

Nos positions et nos réponses sont celles d'hommes engagés pour l'égalité. Beaucoup des objections sont des clichés n'ayant que l'apparence du rationnel ; nous y répondons avec des réflexions mûries par notre expérience et notre sensibilité.

2. Égalité, oui, mais on est différents.

Pourquoi ce « mais » ? Quel rapport y a-t-il entre « égalité » et « différents » ? Le contraire de « différents » est « identiques », le contraire de « égaux » est « inégaux ».

L'égalité dont il s'agit ici est relative aux droits humains. Dans une démocratie, nous sommes égaux en droit, et nous devrions bénéficier de l'égalité des chances.

Nous sommes tous différents, et chacun-e de nous est unique : pourquoi cela nous rendrait-il inégaux ? Qui ne se souvient de la question-piège : « *Qu'est-ce qui pèse le plus lourd, un kilo de plumes ou un kilo de plomb ?* » ?

Il n'existe pas deux êtres humains identiques. Alors, pourquoi insister sur le sexe ? Ce n'est que l'une des nombreuses différences entre individus. Dans l'espèce humaine, la variété est telle que cela n'a pas de sens d'apprécier une personne selon le seul critère de sexe.

Entre hommes et femmes, les différences sont physiques (force, voir point 4), physiologiques (en relation avec la grossesse) et mentales (dues aux schémas culturels), mais seule la période liée à la maternité (grossesse, accouchement, allaitement) suppose une protection spécifique des femmes.

L'égalité est une demande de justice élémentaire. Elle est compatible avec toutes les différences.

3. Égalité, oui... mais pas à l'excès.

Quel « excès » ? L'égalité est ou n'est pas. Nous sommes dans une situation d'inégalité, et nous voulons progresser vers l'égalité.

Où est l'« excès » quand il s'agit de réduire l'écart entre les salaires masculins et féminins ? Certains peuvent être d'accord pour que le salaire moyen des femmes augmente mais, s'il s'agit de diminuer le salaire moyen des hommes, ils sont moins enthousiastes. D'autres ont peur que, « *sur la lancée* », les salaires des femmes en viennent à dépasser ceux des hommes, et cela leur paraît « *excessif* » : pourtant, c'est un fantasme.

Est-il « *excessif* » que des professions de pouvoir comme juge ou médecin soient aujourd'hui en France choisies en majorité par des femmes ? Si celles-ci en ont les compétences, elles les mettent en œuvre pour le bien de tous.

Est-il « *excessif* » de vouloir que les tâches ménagères et les soins aux personnes dépendantes soient partagés à égalité ? Il n'y a aucune raison pour que les femmes en assument 80 %, comme c'est le cas aujourd'hui en France. Il ne s'agit pas d'instaurer un partage rigide, du type une vaisselle sur deux, mais de négocier. Qui fait la liste de courses ? Qui pense à la révision de la voiture ? Qui se lève la nuit pour un enfant malade ? Qui prend soin de ses vieux parents ? Les tâches à partager sont multiples, et c'est l'égalité globale qui compte.

Peut-être trouvez-vous que « *ça va trop vite* » ? Avez-vous peur que « *les hommes se féminisent* », que « *nous soyons tous habillés pareil* », que « *les différences soient effacées* » ? En matière sexuelle, craignez-vous que « *les femmes prennent l'initiative* », ou qu'elles se comportent avec des hommes comme certains hommes font avec des femmes : « *Je prends, je jette* » ?

Cela peut arriver en effet. Les vieilles normes craquent et d'autres se mettent en place : les hommes vivant avec des femmes qui sont leurs égales perdent du pouvoir traditionnel et ont parfois moins de loisirs, mais ils gagnent en qualité du temps passé ensemble. Depuis des siècles, des femmes demandent l'égalité. Il faudra encore beaucoup de temps pour y parvenir. Non, ça ne va pas « *trop vite* ».

L'égalité, c'est tout simplement l'égalité, et ce n'est que justice. Où est l'excès ?

4. Les femmes ne sont pas aussi fortes physiquement que les hommes.

Et alors ? Quel rapport entre la force physique et l'égalité en droit ?

Pour que cette affirmation soit absolument vraie, il faudrait que le moins fort des hommes soit plus fort que la plus forte des femmes.

Il est vrai que **des** femmes ne sont pas aussi fortes physiquement que **des** hommes, mais il existe aussi des hommes qui sont moins forts physiquement que des femmes. Nous dénonçons le même type de raisonnement quand Jean-Marie Le Pen déclare : « *Les Noirs courent plus vite que les Blancs.* »

Si l'affirmation sur la moindre force des femmes était vraie, certaines professions ne se déclinaient qu'au masculin, car elles nécessitent beaucoup d'énergie et de force physique : infirmière, aide-soignante, factrice, caissière, cantinière, etc. L'existence de nombreuses sportives de haut niveau démontre aussi que des femmes peuvent faire preuve d'une grande force physique.

Aujourd'hui, dans la plupart des métiers, la force physique n'est plus indispensable. Partout, on le voit depuis la construction des Pyramides, des dispositifs techniques y ont suppléé.

La force physique n'a rien à voir avec l'égalité en droit.

5. Les femmes sont par nature (grossesse et allaitement) plus enclines à élever les enfants, à leur apporter de la tendresse, à s'en occuper.

Tout, dans notre culture, prédispose les femmes à s'occuper des bébés ; dès leur petite enfance, on leur donne des poupées, et elles sont conditionnées au rôle maternel que la société attend d'elles. Inversement, la pression de la réussite professionnelle s'exerce davantage sur les hommes. Pourtant, des pères peuvent juger important et avoir envie de s'occuper de leur enfant. Encore faut-il que les mères acceptent de leur laisser la place, de partager avec eux ce qui, socialement, relève de leurs compétences attendues de femme.

Si ce rapport avec l'enfant était « naturel », donc inné, relevant d'un « instinct », d'une « fibre maternelle », les femmes n'auraient pas besoin de tant de conseils, d'aide ni de préparation pour la grossesse, l'accouchement, l'allaitement, les soins du nouveau-né, l'éducation de l'enfant. En réalité, c'est tout un savoir qui se transmet ainsi, et il s'acquiert aussi par l'expérience. Quand un homme apprend à accomplir ces tâches, en travaillant dans une crèche, ou en s'occupant d'un enfant, il y arrive aussi bien qu'une femme. Si un homme dit « *Je ne suis pas capable de m'occuper d'un enfant* », cela peut procéder d'une mauvaise foi qui l'arrange bien.

Certes, la grossesse et l'allaitement créent une proximité physique avec l'enfant, qui peut être bien ou mal vécue par les femmes. Certaines supportent difficilement leur grossesse, ou refusent d'allaiter, ou ne le peuvent pas ; elles n'en sont pas moins des femmes. Inversement, croire qu'un homme est moins enclin par nature à apporter de la tendresse à un enfant parce qu'il est un homme, c'est le prendre pour un abruti.

Les hommes peuvent changer un enfant, le nourrir, le soigner, l'élever : ils n'en sont pas moins hommes.

6. Les hommes ne sont pas responsables des inégalités de salaires. Ce sont les femmes qui choisissent des professions moins payées.

La responsabilité dont il s'agit n'est pas individuelle. Les hommes en tant que groupe bénéficient en moyenne de salaires plus élevés que les femmes, et d'autres avantages. Comme les filles sont orientées vers un plus petit nombre de métiers (coiffure, santé) moins payés, les cas de travail identique sont rares : à travail équivalent, la différence, qui est en moyenne de 10 % en faveur des hommes, ne peut s'expliquer que par le sexisme.

Avec la même formation et le même diplôme, il y a aussi des inégalités en faveur des hommes dans l'évolution de carrière : salaires, responsabilités, promotion.

Pour les employeurs, comme la maternité retentit sur l'organisation du travail (congés légaux, enfants malades), cela freine l'embauche et la promotion de toutes les femmes en âge de procréer.

Quant aux mentalités, elles sont souvent imprégnées par des préjugés machistes : par exemple, « *le salaire de la femme est un salaire d'appoint* » ; « *un homme est atteint dans sa virilité si sa femme gagne plus que lui* » ; « *des hommes supportent mal d'être dirigés par une femme* » ; « *c'est aux femmes de s'occuper en priorité des enfants et donc de s'absenter de leur travail en cas de maladie* ». Ces idées reçues empêchent aussi les femmes de progresser dans leur métier.

Les inégalités professionnelles s'enracinent dans des blocages dus au sexisme.

7. L'égalité dans le couple relève du domaine privé.

L'égalité dont nous parlons est l'égalité des droits et des chances, dont bénéficient les citoyen-nes dans les démocraties.

Bien que le Code civil français indique (art. 9) : « *Chacun a droit au respect de sa vie privée* », il ne définit pas la vie privée. Le droit civil l'intègre pourtant, s'agissant de rapports entre des personnes. Les choix de vie d'un individu ou d'un couple, même s'ils relèvent du cadre privé, ne peuvent aller contre le droit : ainsi, il est interdit d'user de violence contre son/sa conjoint-e.

L'État intervient déjà dans le couple. Par exemple, au cours du mariage civil sont lues les obligations des époux : fidélité, respect, secours et assistance ; il est précisé que la résidence doit être commune et que les parents veillent ensemble à l'éducation des enfants. La notion de « chef de famille », supprimée en 1970, signifiait une hiérarchie, alors qu'aujourd'hui prévaut la notion de l'importance égale des deux membres du couple.

La frontière entre privé et public n'est donc pas étanche. Si l'égalité des droits et des devoirs est politique, la répartition des tâches dans le couple relève du privé et de l'intime. Pourtant, le régime fiscal peut influencer sur le travail rémunéré des femmes et donc sur l'organisation du foyer. Par exemple, l'imposition séparée, pratiquée dans les pays de l'OCDE, sauf le Luxembourg, le Portugal et la France : additionner les revenus du « foyer fiscal » amène à raisonner (par exemple, sur le passage à la tranche d'imposition supérieure) en pénalisant la personne qui gagne le moins, la femme dans les trois quarts des cas.

L'État influe sur la décision des couples d'avoir ou non un enfant par sa politique fiscale et sociale : quotient familial, allocations familiales, service public de la petite enfance, horaires de l'école, etc.

Pour prendre la mesure des inégalités, il suffit de penser à la culpabilisation des « *mères qui travaillent* », ou aux contraintes de femmes amenées, faute de choix, à prendre un emploi à temps partiel ou à horaires décalés. Autre exemple : la domination masculine est visible quand une femme est appelée, non par son nom de naissance, mais par celui de son mari, ce qui est un usage et non une loi.

Le degré de machisme d'une société se mesure aussi à celui des publicités dans l'espace public, ou des clichés imprégnant jeux vidéo et séries télévisées. Tout cela explique que 80 % des tâches ménagères et des soins aux personnes dépendantes soient assurés par les femmes, et que peu de gens veuillent changer cette répartition inégale.

L'égalité est un fondement de la démocratie, même dans le privé.

8. Comme le montre le succès auprès des femmes du roman et du film *Cinquante Nuances de Grey*, toutes les femmes ne recherchent pas l'égalité. Il y en a même beaucoup qui aiment être dominées.

Oui, il y a des réticences à l'égalité chez des femmes, comme chez d'autres personnes discriminées. On ne fait pas le bonheur des gens malgré eux, et l'histoire montre que des opprimé-es ont rejeté des discours d'émancipation tenus par des anti-esclavagistes, des syndicalistes ou des féministes. En effet, certain-es peuvent préférer rester dans une situation insatisfaisante, de peur qu'un changement se traduise par une aggravation, ce qui est parfois vrai à court terme.

Prendre conscience des inégalités, souvent présentées comme naturelles, suppose un processus mental, une réflexion politique, voire la volonté d'échapper à un destin imposé. Nos pratiques sexuelles sont influencées par une société inégalitaire.

Dans ce contexte posant l'hétérosexualité comme une norme, bien des femmes sont conditionnées à rechercher la protection d'un homme, sa force, son argent, sa défense contre des agressions. Le mariage leur assure une identité sociale et leur garantit une sécurité. Des femmes, qui voient dans le foyer leur domaine, se satisfont de la répartition inégale des tâches ménagères : jugeant que les hommes s'en acquittent moins bien qu'elles, elles estiment que l'égalité signifierait une maison moins bien tenue.

Utiliser comme argument une œuvre de fiction, c'est changer de registre, en passant du réel à l'imaginaire. Notre société, violente envers les femmes, érotise cette violence pour mieux la justifier. Toute une veine littéraire relève du sado-masochisme, par exemple *Histoire d'O* ou *Neuf semaines et demie*. Des jeux sexuels peuvent inclure de l'inégalité, des hommes peuvent avoir envie d'être dominés, des couples peuvent pratiquer une réciprocité dans les pratiques, en alternant des postures de dominant-e et de dominé-e.

Entre les fantasmes et le réel, il y a une différence de nature. Rechercher l'égalité ne signifie ni codifier le désir ni imposer des normes sexuelles. La sexualité peut être un lieu de relations de pouvoir, voire d'aliénation, mais aussi de liberté.

Qu'il existe des cas de servitude volontaire, y compris dans le domaine érotique, ne justifie pas le principe de la domination. Travailler pour l'égalité participe d'une volonté de justice sociale. On est là dans le réel, et non dans l'imaginaire.

9. Les femmes ne veulent pas que l'égalité leur fasse perdre les privilèges de la galanterie.

Quels « *privilèges* » ? Qu'apportent de si important les marques traditionnelles de galanterie ? Un homme baise la main d'une femme, s'efface pour la laisser passer, lui tient une porte battante, marche sur le trottoir du côté de la chaussée, l'aide à porter sa valise, etc. Quand les femmes sont payées en moyenne 25 % de moins que les hommes, cela fait cher du baisemain !

Par ces marques ostentatoires de considération, des hommes de la bourgeoisie, qui bénéficient de nombreux avantages dans notre monde machiste, en concèdent un peu à certaines femmes de leur milieu. C'est une trace de la tradition chevaleresque, où l'homme s'incline devant la dame, et seulement la dame — pas devant une femme d'une classe inférieure. Nous vivons dans une démocratie, nous sommes au 21^e siècle, et nous voulons l'égalité.

Certes, pour ces femmes-là, ces attentions masculines peuvent rendre la vie quotidienne plus agréable ; en effet, des détails de ce genre améliorent les rapports humains, c'est-à-dire les rapports entre des personnes. Pourquoi favoriser les femmes ? Comme si les hommes n'avaient jamais mal au dos et pouvaient toujours soulever une lourde valise... Comme si une femme ne pouvait pas tenir une porte battante à l'intention de celui ou celle qui la suit...

Critiquer la galanterie, fondamentalement inégalitaire, ne vise pas la politesse, qui s'exprime par des égards pour autrui, quel que soit son sexe.

Celles qui craignent la disparition du baisemain et autres marques de galanterie préfèrent des avantages dérisoires au respect qui accompagne l'égalité sans exclure la politesse.

10. Quand on les siffle dans la rue, certaines jeunes femmes n'aiment pas ça. Pourtant, quand ça ne leur arrivera plus, vous verrez qu'elles le regretteront !

Plutôt que de répondre à la place des femmes, je vous demande : que pensez-vous des hommes qui sifflent des femmes dans la rue ?

Je ne connais pas de femme qui aime être sifflée dans la rue par un inconnu. J'en connais plutôt qui, dans cette situation, sont furieuses et se sentent humiliées. D'ordinaire, c'est un chien qu'on siffle, pour le faire obéir. Si certaines femmes interprètent un sifflement comme un hommage, c'est leur affaire. Si, plus âgées, elles déplorent de ne plus se sentir attirantes, c'est que notre culture cantonne les femmes à deux seuls modèles, la « maman » ou la « putain ».

Une interaction sociale bénéfique suppose respect et empathie pour la personne à qui on s'adresse. Tel n'est pas le cas d'un sifflement.

11. Les femmes ont moins de désir sexuel que les hommes.

Ça alors ! D'où vous vient cette certitude ? Quels sont vos instruments de mesure ?

Toutes les femmes ont moins de désir sexuel, vraiment ? À tous les âges, dans toutes les situations ? N'avez-vous pas remarqué que les femmes diffèrent entre elles, et de même pour les hommes ? Certains hommes éprouvent beaucoup de désir, d'autres non, tout comme les femmes, à tout âge, et même après la ménopause...

Peut-être vous fondez-vous sur l'expression du désir. Si l'excitation sexuelle est naturelle, la manifester à la personne qui l'a provoquée, lui dire son envie, lui proposer un rapport sexuel, tout cela relève de la culture, c'est-à-dire des relations, habitudes ou convenances. « *Pute* », « *salope* » ou « *nymphomane* » sont des insultes adressées couramment à des femmes, de tous âges, qui osent faire des avances à un inconnu. Quant aux couples constitués, c'est le plus souvent l'homme qui prend l'initiative du rapport sexuel.

Avant l'époque de la contraception moderne, la peur de la grossesse a pu freiner le désir des femmes, et de même pour le souci de leur réputation dans des milieux conservateurs d'aujourd'hui.

Parfois, la naissance des enfants peut modifier le désir dans le couple, soit que la proximité des enfants soit gênante, soit que la femme privilégie son engagement dans la maternité, soit que l'homme voie sa femme avant tout comme une mère, soit qu'il se sente en concurrence avec les enfants.

Même si on entend des hommes fantasmer au sujet de femmes entreprenantes ou se plaindre de la réserve de leur compagne, l'expérience montre que beaucoup d'hommes ont peur des avances d'une femme : ils craignent de ne pas « *être à la hauteur* », expression typiquement masculine. En témoigne le mythe, répandu dans plusieurs cultures, du terrible « *vagin denté* ». Autre indice : la tradition réserve les aphrodisiaques aux hommes, comme si l'érection était toujours problématique, comme si la pénétration par la verge était obligatoire, comme si satisfaire une femme demandait des facultés surnaturelles.

La jouissance masculine peut survenir très vite, alors que l'orgasme féminin nécessite de caresser, donc de prendre du temps, et surtout de connaître l'existence du clitoris, cet organe dont la partie extérieure est minuscule, et dont la seule finalité est le plaisir.

Les femmes n'ont ni plus ni moins de désir sexuel que les hommes. Le désir varie d'une personne à l'autre.

12. Avant, les femmes étaient inférieures ; maintenant, elles veulent être supérieures.

Les femmes, « *inférieures* », en quoi ? Par la force physique, oui, en moyenne (voir point 4), mais qu'en est-il d'autres qualités : dextérité, résistance, discernement, etc. ?

En France, les femmes ont été inférieures en droit jusqu'au début du 21^e siècle. Par exemple, c'est en 1938 que les femmes mariées ont obtenu la capacité civile, et en 1965 qu'elles ont pu ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari.

Les femmes, « *supérieures* », en quoi ? Croyez-vous que toutes les femmes veuillent prendre le pouvoir aux hommes ? Inverser la situation pour se venger de siècles d'injustice ?

En politique, en économie, le pouvoir se conjugue toujours au masculin, et les lois sur l'égalité, peu efficaces, ne l'ont guère ébranlé. On le voit bien dans la vie publique ou au travail : partout, ce sont des hommes qui décident.

Aujourd'hui, l'égalité des sexes est inscrite dans le droit mais elle est loin d'être réalisée dans les faits. Même si les filles sont meilleures à l'école, la plupart des hommes bénéficient, à travail équivalent, de salaires plus élevés, tandis que les tâches ménagères et les soins aux personnes dépendantes sont assurés en moyenne à 80 % par les femmes.

« *Inférieures ou supérieures* » : est-ce la seule alternative ? Ce n'est pas parce que le statut des femmes s'améliore — très lentement — que celles-ci cherchent à dominer les hommes. Ce qu'exprime cette crainte, n'est-ce pas plutôt la peur des hommes de partager le pouvoir ?

Construire ensemble, hommes et femmes, un monde plus juste : c'est possible. Nous venons d'un temps d'injustice, nous allons vers une égalité de responsabilités : c'est une longue marche hérissée d'obstacles.

Le partage du pouvoir entre hommes et femmes est possible dans l'égalité.

13. Hommes et femmes ne sont pas égaux, mais complémentaires.

Certes, hommes et femmes sont complémentaires pour procréer, mais rien ne permet de généraliser à d'autres domaines cette affirmation qui établit une hiérarchie entre eux.

On n'entend jamais dire : « *Les hommes sont complémentaires des femmes.* » Cela signifie donc bien que les femmes sont définies par rapport aux hommes et non l'inverse ; l'homme est posé en référence, par exemple dans l'expression « *salaire d'appoint* ». La prétendue « *complémentarité* » des sexes n'a rien à voir avec l'égalité : elle est liée à une division du travail et à une spécialisation des tâches qu'on affirme fondées en nature.

Des Tunisiennes ne s'y sont pas trompées qui, en 2012, pendant la rédaction de la constitution, ont manifesté dans la rue pour s'opposer à un article ainsi formulé : « *L'État assure la protection de la femme dans ses acquis sur le principe de complémentarité avec l'homme au sein de la famille et en tant qu'associée de l'homme dans le développement de la patrie* ».

Vanter la « *complémentarité* » des femmes, comme le pape Jean Paul II et d'autres responsables religieux, procède d'une démarche essentialiste, assignant aux deux sexes des tâches spécifiques du fait de leur prétendue « *nature* » : cela bloque toute évolution et fige en l'état la situation dominée des femmes. Cette pensée binaire évite aux dominants de mettre en cause les privilèges dont ils bénéficient.

Or des différences de nature (voir point 2) ne fondent pas une différence de droits, et encore moins de traitement.

Plutôt que de faire valoir une complémentarité justifiant l'inégalité, affirmer l'égalité est à la fois juste et simple.

14. À propos de violence conjugale, certaines femmes sont violentes avec leur mari. Donc l'égalité existe.

Est-ce de l'humour noir ? La très grande majorité des conjoints violents sont des hommes. Oui, des femmes aussi sont violentes avec leur mari mais notre objectif n'est pas l'égalité dans la violence conjugale, avec autant de mort-es et de blessé-es de part et d'autre ! Loin de cette comptabilité macabre, nous disons que l'égalité n'a rien à voir avec la vengeance, la haine, le désir de nuire et de blesser.

Nous voulons la disparition de la violence conjugale, ce phénomène dont l'ampleur se dévoile peu à peu : elle n'a pas lieu d'être entre des personnes qui ont des liens aussi étroits, aussi intimes.

Nous espérons y arriver en développant le respect de l'autre.

Tant qu'on considère l'autre comme sa propriété (« *C'est mon mari/ma femme, il/elle m'appartient, il/elle doit me rendre des comptes sur ses activités, ses pensées, ses projets, ses sms* »), on ne le respecte pas comme une personne ayant sa vie, ses besoins, ses peurs, ses désirs, ses ambitions — une personne différente de soi, distincte de soi.

Au contraire, si on voit l'autre comme un-e égal-e, et si on le/la traite comme tel-le, nul besoin de le/la dominer. En cas de désaccord, on trouve les mots pour discuter ; encore faut-il désirer arriver à un compromis.

L'égalité implique le respect de l'autre, et la violence n'a pas sa place dans le couple.

15. Aujourd'hui, pour les tâches ménagères, chez les jeunes, les hommes en font davantage que les femmes.

Il se peut que **des** hommes en fassent plus que **des** femmes, mais pas **les** hommes, et sûrement pas tous les hommes, même jeunes. Dans les publicités qui passent à la télévision, et qui sont un reflet des mentalités, c'est toujours une femme qui nettoie. Un produit d'entretien s'appelle « *Monsieur Propre* », mais c'est une « *ménagère* » qui l'applique, ravie de faire briller « *sa* » cuisine.

Certes, la situation évolue mais très lentement. Des hommes ont l'impression d'en faire plus, d'autres sont de bonne volonté et participent aux tâches ménagères davantage que leur père, mais la réalité, décrite par les enquêtes périodiques de l'Insee, est peu encourageante : l'égalité est encore loin ; au rythme de progression actuel, elle sera atteinte dans plusieurs décennies, voire dans plusieurs siècles pour certaines tâches...

En France, repasser est la tâche la moins partagée — seuls 18 % des hommes s'en acquittent : c'est pourquoi Zéromacho a choisi d'organiser, chaque année, dans plusieurs villes, une action de repassage dans la rue. La veille de la fête des mères, des hommes repassent pour l'égalité ; ils apprennent à d'autres hommes à repasser, avec pour slogan : « *Le plus beau cadeau, c'est l'égalité !* »

Pour les tâches ménagères, le partage équitable est encore loin.

16. En cas de divorce ou de séparation, les hommes ont moins de droits : les enfants sont systématiquement confiés à la mère, et les hommes doivent verser des pensions exorbitantes.

Toute séparation est complexe et douloureuse. C'est aux juges aux affaires familiales de prendre en compte le déséquilibre des situations et des conditions de vie, de corriger les injustices et de veiller à l'intérêt des enfants. Certes, dans 80 % des cas, ce sont les mères qui ont la garde des enfants, mais savez-vous pourquoi ? Parce que la grande majorité des pères ne l'ont pas demandée. Même la garde partagée n'est demandée que par très peu de couples.

Que les enfants soient confiés à la mère ne peut être considéré comme un privilège. Même si la garde complète peut apporter des plaisirs, elle s'accompagne de lourdes responsabilités et a pour conséquences un emploi du temps très chargé, du stress et de nombreuses difficultés, d'ordre matériel, professionnel, social, amoureux ou psychologique.

En cas de garde partagée, ce sont les mères qui, dans la plupart du cas, continuent à assumer la plus grande partie de tâches souvent ingrates : rendez-vous à l'école, inscriptions aux activités périscolaires ou aux centres aérés, visites au médecin, soins et garde en cas de maladie, achat et entretien des vêtements et des chaussures, etc.

Si une femme a ralenti sa carrière professionnelle pour élever les enfants, il est juste qu'elle soit indemnisée par un mari ayant pu s'investir dans son travail.

Compte tenu des dépenses nécessaires à l'éducation d'un enfant, les pensions alimentaires ne sont pas un luxe, et elles sont calculées en fonction des revenus déclarés par le parent non gardien. Savez-vous que 20 % des pères ne les paient pas (source : Insee, *Couples et familles*, 2015, p. 48) ? Rendez-vous compte : un homme sur cinq ne donne pas d'argent pour l'éducation de son enfant !

Parmi les pères qui réclament bruyamment la garde de leurs enfants, beaucoup ont été condamnés par la justice pour violences conjugales. En manifestant de manière spectaculaire, ils essaient de se faire passer pour des victimes et d'échapper au versement de la pension qu'ils doivent payer.

Pour obtenir la garde, encore faut-il la demander.

Si les pères s'impliquaient davantage dans l'éducation des enfants dès le plus jeune âge, peut-être seraient-ils plus enclins à demander la garde au moment du divorce, ou la garde partagée.

17. Défendre les intérêts particuliers des femmes, c'est faire du communautarisme.

« *Faire du communautarisme* », c'est-à-dire défendre les intérêts d'une communauté. Comment peut-on qualifier de « *communauté* » la moitié de l'humanité ? Les femmes ne sont pas une communauté, mais un groupe social. Elles sont opprimées collectivement par le patriarcat, ce système idéologique fondée sur la suprématie masculine.

« *Communauté* » est un mot dont l'un des sens actuels vient de l'anglo-américain : ainsi, on parle de « *communauté gay* », comme si tous les hommes homosexuels étaient réunis dans une grande fraternité.

En travaillant pour l'égalité, nous ne sommes pas communautaristes, mais universalistes. Aujourd'hui, nous vivons dans un faux universalisme, où le masculin prétend, soit être le neutre, soit embrasser les deux genres : on le voit dans la grammaire, avec la règle (datant seulement du 17^e siècle) « *le masculin l'emporte sur le féminin* », et cette domination masculine se traduit dans les mentalités.

Nous ne voulons pas que le masculin soit la seule référence, et nos raisonnements ne sont pas androcentrés (centrés sur l'homme mâle).

Les femmes ne sont pas une communauté, elles sont un groupe social opprimé par le patriarcat. Nous ne sommes pas communautaristes, mais universalistes.

18. Avec votre féminisme, vous êtes vraiment un taliban ! (variantes : « un ayatollah » ou « un stal' » [stalinién])

Vous me traitez de « taliban » ! Quelle violence dans ce mot ? Vous me comparez à des hommes qui commettent des crimes sexistes, qui blessent ou tuent des femmes ne se conformant pas à des prescriptions rigoristes, par exemple dissimuler entièrement son corps dans l'espace public ?

Si c'est de l'humour, je ne trouve pas ça drôle. Si vous voulez dire que j'ai des convictions fermes, dites-le plutôt ainsi !

Oui, je suis pro-féministe et engagé pour l'égalité ; je trouve pénible d'être décrié, assimilé à une personne extrémiste ou intolérante.

La situation actuelle est injuste ; pourquoi devrait-elle continuer ? Pensez à l'esclavage, ou à l'apartheid : d'après vous, les Noir-es auraient-ils/elles dû attendre le bon vouloir des Blancs pour bénéficier de la justice et du respect humain ? Ont-ils/elles eu tort d'exiger l'égalité tout de suite ? Autrefois, seul-es des utopistes les ont accompagné-es, et la réponse des Blancs était toujours : « Attendez ! Vous êtes trop pressé-es. » Repousser à plus tard, c'est une façon de refuser.

Aujourd'hui, l'horreur de l'esclavage nous paraît évidente ; demain, les violences machistes seront insupportables. Selon moi, il y a urgence à les dénoncer.

Je crois à l'éducation, j'inscris mon action dans un vaste mouvement social : nous faisons le pari que les hommes peuvent changer. J'ai confiance en notre capacité de transformation.

Alors, vous me trouvez toujours extrémiste ?

Je suis engagé pour la justice et l'égalité : il n'y a là rien d'excessif.

19. Ne me libère pas, je m'en charge !

*[slogan féministe des années 70,
adressé à des hommes voulant « aider » des femmes]*

D'accord ! Ce n'est pas à moi, homme, ce n'est pas aux hommes de « libérer » les femmes : ce serait encore un réflexe patriarcal.

Comme j'appartiens au groupe des bénéficiaires de l'inégalité, je dispose d'outils et de privilèges spécifiques. Je peux agir pour des causes qui contribuent à la libération des femmes en général : ainsi, je peux dire non au système prostitueur, je peux demander la punition des hommes qui par leur argent abusent d'une femme n'éprouvant aucun désir pour eux, je peux demander des dispositions pour aider des femmes en situation de prostitution à s'en sortir. Je peux aussi attirer l'attention sur le crime de viol, en parlant de la sexualité humaine, en la définissant comme la rencontre de deux désirs. Je peux m'engager dans des associations qui luttent contre l'excision, la lapidation, les mauvais traitements subis par les petites filles, etc.

Il ne manque pas de crimes dont les victimes ne peuvent pas se défendre, et je me sens concerné par des actions qui peuvent transformer notre monde : je veux qu'il devienne moins injuste et moins violent, qu'il progresse vers l'égalité.

Dans mon couple, en partageant les tâches ménagères, je contribue à libérer du temps pour ma compagne, même si elle se libère par elle-même, je l'ai bien noté !

J'apporte ma contribution à la progression de notre monde vers l'égalité.

20. L'égalité, les hommes ont à y perdre.

Oui, le progrès vers l'égalité signifie que les hommes y perdent, car le système machiste les avantage.

Par exemple, les hommes occupent plus de postes de direction ; à travail équivalent, ils sont en général mieux payés que les femmes. Si le nombre de postes reste le même, à masse salariale fixe, des hommes perdront à l'égalité.

De même, quand la loi sur la parité sera appliquée, si le nombre de personnes élues est identique, cela signifie qu'un poste de plus pour une femme sera un poste de moins pour un homme.

À la maison, les hommes bénéficient du travail gratuit de femmes de leur famille et de la répartition injuste des tâches ménagères. La corvée de récurage des toilettes n'amuse personne, et la partager n'est que justice.

Certains hommes vont donc perdre des avantages matériels : un salaire plus élevé ou une servante gratuite.

D'autres hommes, qui ont anticipé cette perte, se rendent compte de ce qu'ils gagnent déjà dans leur couple grâce à l'égalité. Ils préfèrent dialoguer avec une égale plutôt que de commander à une inférieure, vivre avec une partenaire avec laquelle ils négocient plutôt qu'avec une subordonnée qui leur obéit.

Quand ils font la vaisselle de la famille, ils ne disent pas : « *Je te fais ta vaisselle.* » Pour eux, le partage des tâches ménagères n'est pas une perte puisqu'il fait progresser vers l'égalité.

Ils refusent la prostitution, car ils n'envisagent pas de payer une femme qui n'éprouve pas de désir pour eux.

Ils estiment que c'est un progrès de se libérer de la jalousie ou du doute : dans une relation sexuelle entre deux égaux, il n'y a pas lieu de suspecter l'autre ni de s'interroger sur les motivations de son désir.

Ils pensent que vivre dans une société moins violente et plus harmonieuse est un gain pour tous et toutes.

Oui, dans un monde d'égalité, des hommes vont perdre des avantages ou des facilités injustes, mais ils vont découvrir ce qu'ils ont à gagner.

21. Il y a plus grave.

« L'égalité ! Il y a des problèmes plus urgents, par exemple la situation des Saoudiennes, ou des ours blancs, ou la faim dans le monde. »

« Vous feriez mieux de vous occuper d'autre chose ; l'avenir de la planète, c'est plus important. »

Que savez-vous de mes autres engagements ?

Et vous, que faites-vous ? Que faites-vous pour les femmes violées ? Pour les 2 millions de filles excisées chaque année ? Vous utilisez les Saoudiennes ou les ours blancs pour me culpabiliser. Vous essayez de me faire la leçon, mais je résiste : ce n'est pas à vous de choisir la hiérarchie de mes priorités d'action.

Au cours de l'Histoire, aucune injustice flagrante n'a été l'objet d'aussi peu d'attention ni d'actions de résistance que les violations du droit des femmes à la dignité, à l'intégrité physique, à l'égalité. Ce n'est jamais le moment, il y a toujours des sujets « *plus importants* » ou « *plus urgents* ». J'ai décidé de ne pas attendre « *les lendemains qui chantent* », et d'agir aujourd'hui. Je suis engagé pour l'égalité, et c'est moi qui choisis des actions que je veux exemplaires.

Il n'y a pas de hiérarchie dans les priorités ; c'est à chacun-e de choisir son champ d'action. Je choisis de m'engager pour l'égalité.

Fondé en 2011, **ZEROMACHO** est un réseau international d'hommes engagés contre le système prostitueur et pour l'égalité femmes – hommes. Il organise des réunions, des sessions de formation, des groupes de réflexion sur la masculinité.

ZEROMACHO fait partie du collectif français Abolition, qui groupe 62 associations engagées contre le système prostitueur.

ZEROMACHO est membre du réseau international MenEngage. Boys and men for gender equality
www.menengage.org.

***Si vous êtes un homme,
joignez-vous au réseau
ZEROMACHO !***

Il suffit de signer le manifeste sur le site
[zeromacho.eu](http://www.zeromacho.eu)
<http://www.zeromacho.eu/>

*Contact info.zeromacho@gmail.com
Adresse 80 quai de Jemmapes 75010 Paris
Facebook @Zeromacho
Twitter @Zeromacho*

Responsables et porte-parole
Gérard Biard
Patric Jean
Frédéric Robert

avril 2016